

<http://www.snetap-fsu.fr/Renovation-de-la-voie,2667.html>



Rénovation de la voie professionnelle : compte rendu du groupe de travail CNEA

- Les Dossiers - Pédagogie -
Date de mise en ligne : lundi 3 juin 2013

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

La [DGER](#) a réuni mercredi 29 mai un groupe de travail, issu du [CNEA](#), sur la question de la Rénovation de la Voie Professionnelle. Le SNETAP avait exigé la réunion de ce groupe de travail dès le mois de juillet après l'annonce des résultats de la session 2012 de l'examen Bac Pro.

Nous sommes intervenus ensuite, à plusieurs reprises, dès la rentrée pour rappeler l'importance d'une réflexion à long terme sur l'avenir du Bac Pro mais aussi sur des actions à court terme en faveur des élèves en échec à l'examen et de ceux en difficulté dans leur poursuite d'études.

Malgré le changement de [DGER](#) nous n'avons pas été entendus sur l'urgence d'un groupe de travail, signe de l'absence de volonté d'un regard critique sur cette réforme du Bac Pro 3 ans.

Le rapport de l'Inspection de l'Enseignement Agricole "Expertise des résultats d'examen du Baccalauréat Professionnel à la session 2012", présenté au [CNEA](#) du 13 décembre 2012, a été la seule réponse de l'administration (commandé rappelons-le pendant l'été par la précédente directrice générale sous la pression du seul SNETAP-[FSU](#)). Si ce rapport faisait le constat de l'écart des résultats entre le parcours 3 ans et le parcours 4 ans, l'Inspection, comme l'administration, se refusait à en tirer un bilan et souhaitait prendre du temps pour les premières conclusions de cette réforme, pour tout dire attendre une session d'examen de plus, « moins singulière ».

Si le groupe de travail s'est finalement réuni, nous devons regretter le délai de sa mise en ½uvre, le manque de clarté sur son statut, l'absence de perspectives claires (objectifs, calendrier, ...). Ces éléments ont d'ailleurs été soulevés par plusieurs intervenants lors de cette première réunion.

Pour démarrer et alimenter les débats de cette réunion l'Inspection a présenté son rapport "Évaluation « chemin faisant » de la mise en ½uvre de la rénovation de la voie professionnelle" (mars 2013). Pour le SNETAP cette entrée en matière valide de fait un non retour à un dispositif en 4 ans, pis elle n'acte même pas la nécessité de revoir l'ensemble des dispositifs existants... En tout cas le « plan d'action » de la DGER est muet, tant sur le fond que sur le financement chaotique de cette « individualisation » qui continue de relever pour l'essentiel de l'incantation et de l'affichage, davantage que d'une réelle volonté de ré-interroger les moyens d'accompagner les jeunes dans leur processus de formation, d'orientation et d'élévation de niveau de qualification.

Pourtant nous continuons à exiger une réflexion sur la nécessité d'un parcours en 4 ans et un véritable bilan indépendant du Bac Pro 3 ans (des universitaires seraient prêts à ce travail). Enfin nous dénonçons l'absence de présentation de l'ensemble des dispositifs possibles notamment ceux portés par le SNETAP.

BILAN (DGER + Inspection)

- Un premier groupe de travail s'est déjà réuni dans la configuration du [CTEA](#) (22 avril)
- L'Inspection fait une présentation du rapport « chemin faisant » ; reprise des principales conclusions du rapport
- enquête [DRAAF](#) ; 47 000 [HSE](#) en 2011-2012 (enveloppe nationale non consommée dans son entier)

- présentation du suivi de cohortes

DÉBATS

SNETAP-FSU : le SNETAP-FSU rappelle le point de départ de ce groupe de travail : les mauvais résultats de la session d'examen 2012 et plus particulièrement l'écart de réussite entre les parcours 3 ans et 4 ans. Il y a un constat d'échec qui ne relève pas que de nous ... à l'[EN](#), Vincent Peillon a annoncé une refondation de la voie professionnelle.

Nous nous inquiétons d'une dilution des débats sur le devenir de la voie professionnelle et d'une marche forcée de la [RVP](#) à partir des seules propositions de l'inspection (dont certaines ne peuvent que laisser dubitatif les praticiens de l'enseignement que nous sommes, voir par exemple la fiche « mixage des publics »...). Le SNETAP-FSU a également fait des propositions nous demandons qu'elles soient versées au débat. Dans nos propositions il y a par exemple la mise en ½uvre véritable d'un dispositif qui existe : la classe spécifique.

Chambre Agriculture : Quelles suites seront données à ce rapport très intéressant ? C'est une évaluation intermédiaire qui doit être complétée.

FCPE : Nous sommes dans une réflexion à long terme sur la rénovation de la voie professionnelle (voir propos de V. Peillon) ; parler d'échec mot trop fort ; mais trop d'injonctions paradoxales, peut-on faire seulement faire appel au volontariat (cela ne peut-être qu'en HSE : il faut de vrais moyens). Question du mixage qui peut être une solution ponctuelle. Question de la décentralisation de la carte : les conseils régionaux deviennent des interlocuteurs...

SYAC CGT : La RVP est régressive et même scandaleuse, retrait de la possibilité de faire un véritable parcours en relation avec la maturité des jeunes. Pour une réforme progressiste. Individualisation fantaisiste faute de cadrage clair... Pour l'autonomie pédagogique et pas pour les chefs d'établissement. Le mixage c'est souvent plus le problème que la solution, et il doit être circonscrit à quelques situations particulières (pour sauver une formation par ex.). Développer au maximum les possibilités aussi étroites soient-elles de revenir à un parcours en 4 ans.

SGEN CFDT : Un bilan pas si catastrophique ; des rectificatifs mais pas pour des solutions uniformes, nationales...mais laisser des marges d'autonomie... même si localement des classes spécifiques peuvent se justifier. Mais ce n'est pas parce que des élèves pourront suivre des parcours en 4 ans qu'on aura forcément plus de réussite. Solutions appartiennent aux équipes, même si les modalités demandent à être définies, encadrées. Il faut aussi réfléchir au mixage des publics, pour des expérimentations ; avec des dispositifs de remédiation. La RVP est une réforme importante qui amène à changer la posture enseignante, le métier et qui demandera de faire évoluer les statuts. Toutes les pistes du plan d'action sont intéressantes.

UNAF : Nous sommes satisfait du tutorat et nous souhaitons une association des familles automatique et permanente au projet des jeunes.

SNERMA FO : Comme la CGT et le SNETAP, constat négatif. Nous avons des inquiétudes pour cette année au regard des remontées des [CCF](#). Il faut revenir sur un bac pro 4 ans pour faciliter l'obtention du diplôme. Nous souhaitons avoir un bilan de la classe spécifique. Question de la connexion avec le [CAPA](#). Enfin il doit y avoir un retour sur l'épreuve de contrôle.

SEA UNSA : Il faut éviter la dispersion dans la réflexion qui doit rester centrée la nécessité de réduire l'échec des jeunes. Laisser la possibilité de formation en 4 ans (en 2009). Nous souhaitons une discussion autour de la

proposition du SNETAP-FSU.

FNSEA : Pour les suites de ce travail nous souhaitons une analyse de la classe spécifique de Tours-Fondettes (taux de réussite, pratiques pédagogiques), une analyse des relations entre les dispositifs d'individualisation et leurs effets, leurs résultats. A propos du plan d'action, nous sommes évidemment intéressés par une réflexion sur l'articulation « milieu professionnel-milieu scolaire ».

CNEAP : Les pistes proposées par l'Inspection sont réalistes et il nous semble qu'une amélioration du dispositif est possible avec les opérations pilotes, la place des professionnels et les exploitations, les ateliers. Mais il faut aller plus loin avec ces opérations pilotes, leviers d'optimisation, pour connaître leur impact. Il faut simplifier les évaluations et le processus de certification.

Il faut valoriser l'autonomie avec un regard porté sur cette autonomie. Professionnaliser les personnels. Pour une bonne ingénierie pédagogique dans les établissements. Un parcours en 3 ans demande de la rigueur et pose le problème du temps et de la concertation. Il faut donc une acquisition progressive de diplôme (retravailler autour de la certification - simplifier). Mettre en place un véritable accompagnement, dans le sens de la rigueur et non de l'improvisation.

SNETAP-FSU : Nous rappelons le caractère inquiétant des résultats de 2012. « Il faudrait un vrai accompagnement, il faudrait qu'on regarde si les outils proposés sont des outils efficaces » ces propos sont inacceptables deux ans après la mise en place de la réforme ! Force est de constater qu'aucun dispositif d'accompagnement et de suivi de la RVP n'avait été prévu (ce qui explique les conditions de conduite et de remise des quelques rapports de l'Inspection, toujours difficiles et essai bien tardif de suivi de cohorte). Il y a rien de nouveau dans ce rapport, sachant que l'essentiel est déjà censé être à l'œuvre depuis 2009... Aucune préconisation des rapports d'inspection de 2011 n'a été suivie. Par ailleurs, une fois encore le grand absent dans ce rapport est la classe spécifique. Pourtant une équipe s'y est investie et est laissée à l'abandon.

Les propositions de ce rapport se limitent en fait un recadrage de dispositifs existants et à une compilation pas toujours convaincante (ex : l'[EIE](#) qui deviendrait un véritable dispositif d'individualisation alors qu'il n'a pas été conçu pour ça au départ ; le stage Santé dont on décrète qu'il devient lui aussi un outil d'individualisation... quand on sait qu'en terme de volume horaire il ne permet déjà pas une formation [SST](#) digne de ce nom).

Maintenant il plus que temps de reconnaître que cela ne marche pas comme cela aurait du être le cas et s'apercevoir au bout de trois ans que certains dispositifs ne sont pas mis en place... On ne peut attendre « l'acculturation » : il faut donner des moyens aux collègues de s'approprier de véritables outils, ce qui faisait déjà partie des préconisations du rapport d'inspection.... de mars 2011.

FCPE : Nous souhaiterions entendre les professionnels à propos de leurs inquiétudes.

FEP CFTD : Nous étions contre le Bac pro 3 ans. Nous constatons le décrochage des bac pro en poursuite d'études [BTSA](#) et des retours négatifs d'un certain nombre de maîtres de stage sur le niveau des bac pro 3 ans.

Nous nous inquiétons de ces propositions car dans le privé, le volontariat c'est le bénévolat et il ne faut certainement pas encore rajouter davantage d'autonomie. Pour les élèves qui ont besoin de plus de temps un dispositif en 4 ans doit pouvoir être envisagé (favorable proposition SNETAP). Nombre d'élèves ont besoin de plus de 3 années et beaucoup pourront ainsi être récupérés.

Le temps de concertation des équipes est nécessaire La question de la rémunération des CCF reste entière. Il faut une réflexion sur l'équilibre CCF et épreuves terminales et sur le [BEPA](#) tel qu'il fonctionne aujourd'hui.

Les 47000 HSE reviennent à du saupoudrage au regard des manques par ailleurs.

MFR : Il y a 3 points important : le parcours, la professionnalisation des jeunes (leur employabilité) et l'accompagnement (former les équipes). La mixité permet la fluidité.

Dans cette réforme ce qui est regrettable, c'est qu'il y ait eu un télescopage entre la [RGPP](#) et l'évolution nécessaire

de la posture enseignant.

La question des passages CAPA-BAC PRO-BTSA est entière. Il faut travailler sur la capitalisation pour les parcours... Favorable à des mutualisations d'expérience public-privé.

DGER : Nous ne pouvons laisser entendre qu'un élève qui a réussi au Bac serait en échec. Certes le taux de réussite est inférieur mais il y a davantage de bacheliers que en 2011. Il faut pousser la réflexion sur leur poursuite d'études (renforcement dans des disciplines, tutorat ...) pour une démocratisation de l'accès au supérieur.

Il y a un problème pour ceux qui sont réellement en échec et qui ont besoin de plus de temps : une des solutions est sans doute la certification modulaire, intermédiaire et progressive car il faut que les élèves sortent avec un diplôme ou pouvoir les récupérer plus tard. Un objectif : réduire les sorties sans qualification...

Il convient de ne négliger aucune voie et en ce sens le dispositif des classes spécifiques n'est pas à abandonner. Cela fait partie de la gamme des choses sur la table et si des équipes sont demandeuses il n'y a pas d'opposition mais ce n'est pas un dispositif qui peut être généralisé.

Inspection : il y a eu un rapport de l'Inspection sur la classe spécifique en mars 2011 ; l'expérience de Tours Fondettes est unique et reste propre à cet établissement, elle ne pourrait être mis en ½uvre de la même façon ailleurs ; chaque établissement doit construire son propre dispositif.

SNETAP-FSU : C'est bien une adaptation, un dispositif local adapté au contexte (pour éviter les sorties sans qualification) et si la classe spécifique n'est pas LA solution, c'est une des solutions possibles. Des établissements sont volontaires pour la mettre en ½uvre mais leur demande est systématiquement refusée par les DRAAF-[SRFD](#). Pourtant ces ouvertures sont nécessaires pour juger de l'efficacité du dispositif.

En ce qui concerne la poursuite d'étude, tous les dispositifs d'accompagnement existants dans les BTSA ont été supprimés ces dernières années.

Tous les élèves ont droit à ces dispositifs d'accompagnements et pas seulement selon le volontariat des équipes pédagogiques ou des établissements. Il faut en faire des dispositifs pérennes dans la voie professionnelle, qui ne s'arrêtent brutalement en cours d'année parce que l'enveloppe d'HSE est insuffisante.

Chambre agriculture : quelle est la place et le statut de ce groupe de travail (plan d'action, propositions, choix...) ?

DGER : ce groupe de travail peut faire des préconisations d'évolutions de la RVP.

SNETAP FSU : il y a une grande diversité des mises en ½uvre des dispositifs d'individualisation. L'absence de préconisations nationales perd les équipes dans les établissements (phénomène entretenu de « boîte noire » pédagogique / réponses insuffisantes / il faut « donner à voir »). Il faut un pilotage pédagogique réel.

Il y a également un problème avec les heures financées : quelle est l'obligation de mise en ½uvre, car les HSE sont des heures complémentaires qui ne donnent aucun caractère obligatoire en tout cas ressenti comme tel.

Elles ne sont pas dans la dotation, cela pose un problème.

FEP CFDT : Que représente réellement les pôles pédagogiques du SRFD ou du [SNA](#) (Système National d'Appui - [ENFA](#), [CEZ](#),...) ? Que deviennent les référents ?

DGER : Nous avons un besoin d'appareil d'innovation pédagogique, même si tout ne relève pas de l'innovation et qu'il ne faut pas galvauder celle-ci. C'est le rôle attendu du SNA, dans le sens de la diffusion des pratiques, mais pas de façon uniforme faisant fi des projets d'établissement.

UNREP : Le groupe SNA a accompagné la réforme pendant que l'Inspection était mobilisée ailleurs. Pourtant sa présence est indispensable car elle rassure les équipes (contrairement au SNA) et est garante du cadre réglementaire (référentiels). Il faut donc une équipe mixte SNA + Inspection.

DGER : notre idée est bien autour de ce travail en commun.

SGEN CFDT : Il y a beaucoup de confusion autour des propositions faites comme du statut de ce groupe de travail. Il y a un besoin de dégager des tiers temps pour des enseignants travaillant sur ces questions (type coordonnateurs RVP), de même qu'une réflexion sur le rôle des CDR dans ces dispositifs.

DGER : la Note de service sur les dispositifs d'accompagnement rentrée 2013 va sortir très rapidement, ce groupe de travail ne devant pas lui s'arrêter aujourd'hui.

SNETAP FSU : Nous demandons des perspectives de travail et à très court terme une concertation sur cette NS avant sa sortie (consultation impérative). Après les résultats de la session précédente et les constats partagés par un certain nombre de membres du CNEA présents aujourd'hui, elle ne peut être une simple copie des notes précédentes. Il y a nécessité de re-préciser un certains nombres de dispositifs (notamment de redéfinir ces dispositifs pour que nous parlions tous le même langage). Il faut clarifier les attentes dans les établissements et les modalités de mise en ½uvre, financements compris.

FCPE : il y a effectivement nécessité de définir de façon plus précise le sens des mots employés : individualisation des parcours, parcours personnalisés...

DGER : Les définitions des dispositifs pour l'essentiel sont dans cette note et de toute façon ne sont qu'un rappel des textes réglementaires. On ne peut y revenir en permanence... et on est déjà le 29 mai...
Nous voulons que cette note de service soit dans les établissements rapidement.

SNETAP FSU : Si on est déjà le 29 mai, ça n'est pas faute, du côté du SNETAP, d'avoir demandé que ce groupe soit réuni au plus tôt, demande renouvelée à intervalle très régulier depuis l'été dernier ! Par ailleurs, à ce stade, notre demande n'est plus une définition réglementaire de ces dispositifs. Nous attendons des explications sur leur mise en ½uvre concrète (par exemple combien d'élèves maximum par tuteur). Un refus de consulter les représentants du CNEA serait incompréhensible et constituerait assurément une erreur de la part de l'Administration.

DGER : Accord pour une consultation électronique du CNEA sur ce projet de note de service (retour des propositions d'ici vendredi).